

CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT, IMPOSER UN BOUCLIER SOCIAL ET SANITAIRE !



npa2009.org

Politique sanitaire catastrophique, licenciements et suppressions de postes en masse : gouvernement et patronat nous conduisent droit dans le mur. Seules nos mobilisations, notre capacité à les faire converger, peuvent empêcher l'aggravation de la situation.

UNE CATASTROPHE SANITAIRE ANNONCÉE

En six mois le gouvernement n'a rien engagé pour anticiper un nouveau développement de l'épidémie. Il a opté pour une gestion libérale de la crise sanitaire, préférant faire la morale voire sanctionner les contrevenantEs plutôt que de déployer une véritable politique de santé publique. Le masque, obligatoire sur les lieux de travail, est souvent à la charge des salariéEs. Les tests pratiqués ne répondent à aucune logique de ciblage des populations symptomatiques et de leurs contacts. Le système de tests PCR s'est effondré et il est devenu quasiment impossible de tester, de tracer, d'isoler, les délais ayant explosé.

C'est le résultat d'une dégradation continue du système de santé publique, orchestré sciemment par un gouvernement qui n'a rien fait pour répondre au manque de moyens matériels et humains. Une gestion catastrophique qui a conduit à la saturation des laboratoires et qui risque de saturer à nouveau l'ensemble des hôpitaux, comme à Marseille.

À l'inverse de cette politique criminelle, il faut imposer des mesures d'urgence, notamment la distribution de masques gratuits, l'achat de matériel pour tester plus rapidement, l'embauche massive de personnels soignants, tout en diminuant leur temps de travail et en augmentant leurs salaires.

UNE CRISE QUI A BON DOS...

Sanofi, Airbus, Nokia, Bridgestone... Des dizaines de milliers de suppressions de postes, de licenciements, les fermetures de sites : aucun secteur n'est épargné, qu'il s'agisse de l'automobile, de la grande distribution, des télécommunications, des transports, en n'oubliant pas les suppressions de postes dans la sous-traitance, le non-renouvellement des contrats précaires... Cela sans parler du chantage sur les salariéEs avec

les accords de performance collective qui contraignent d'accepter des conditions de travail plus dures pour échapper aux licenciements.

Une véritable saignée alors que l'État gave les entreprises d'argent public : des milliards versés dans le cadre du « plan de relance », qui viennent s'ajouter aux 20 milliards d'exonérations annuelles du CICE, du CIR... Pour les capitalistes, la récession économique est un permis de licencier sans entrave et de se livrer à aux « restructurations » déjà prévues.

Pour résister à cette situation dramatique, il faut imposer la protection du monde du travail par l'interdiction des licenciements, l'embauche des précaires, la réduction du temps de travail et son partage entre toutEs sans perte de salaire, l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

RÉSISTER ENSEMBLE !

Imposer un bouclier sanitaire et social nécessite de construire un meilleur rapport de forces pour les salariéEs malgré la difficulté de la période qui produit atomisation, peur du lendemain, et même peur de mourir.

Le patronat nous conduit toujours plus au désastre, et l'État fait mine de jouer les arbitres mais n'a aucune réponse à la crise du capitalisme. Pour enrayer cette catastrophe, nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations, la coordination de nos luttes, la mobilisation générale, les grèves... De premières ripostes s'organisent, comme aux fonderies du Poitou ou à Cargill dans le Nord.

Imposer des mesures d'urgence implique nécessairement la rupture avec la domination des capitalistes sur l'économie, sous peine de s'enfoncer davantage dans la barbarie dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité.

Le mercredi 30 septembre 2020

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :